

### GRUPE «ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE METZ»

## Pour un État impartial



Ce que les Messins pressentaient depuis l'annonce des restructurations militaires s'est confirmé dans la bouche d'un ministre bavard : l'Etat par l'intermédiaire de son gouvernement a choisi le camp de la partialité. Il a agi sur ce dossier en tenant compte des appartenances politiques.

Ainsi, dans le numéro de la revue « 36000 communes », Monsieur Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat et surtout Maire de Vesoul, confirme ce que beaucoup imaginaient : pour sauver la base aérienne de Luxeuil, il a fallu prendre des décisions qui touchent d'autres sites qui ne devaient pas l'être, comme à Metz.

Cette déclaration remet totalement en cause la parole du président de la République qui avait garanti lors de sa rencontre avec le Maire de Metz que ces décisions avaient été prises sans arbitrages politiques. La colère des élus locaux, de certains parlementaires UMP, prêts à assigner le ministre en justice pour trafic d'influence, ne peut que confirmer le sentiment de partialité dans le traitement de ce dossier.

Colère légitime qui tranche avec la position prise par certains représentants au conseil municipal qui eux, ont passivement décidé de clore le chapitre de l'histoire militaire messine en expliquant qu'il faut sortir de la vision

historique « Metz défend l'Etat ». Mais aujourd'hui défendent-ils Metz face à cet Etat impartial ?

L'heure est donc bien à la mobilisation et aux projets ! Après la mise en place d'un comité stratégique de revitalisation de l'agglomération messine fédérant l'ensemble des acteurs socio-économiques, les élus de la majorité municipale vont assumer leur responsabilité avec la création d'une agence de développement économique. Elle permettra de disposer d'un outil pour accompagner la revitalisation du bassin messin.

Nous ne nous satisferons pas de quelques compensations promises par le Président de la République en matière de déconcentration d'emplois de la fonction publique. Bien plus, nous allons veiller à ce que l'Etat accompagne convenablement les projets que les communes porteront. Car si l'armée, comme le dit le Président n'a pas un rôle d'aménageur, il n'en est pas de même pour le gouvernement. Sa responsabilité, après avoir « déménagé » le territoire, est bien de soutenir les bassins en restructuration afin de favoriser un développement équitable sur l'ensemble du territoire national.

C'est bien cette logique de fonctionnement de l'Etat que nous appelons de nos vœux.

Sébastien Koenig  
Adjoint au maire  
Vice-président du groupe  
« Ensemble pour l'avenir de Metz »

## Plus grave qu'une lettre à la poste!



La Poste appartient à notre patrimoine. En ville comme à la campagne, la distribution du courrier marque le quotidien de millions d'habitants.

Le facteur joue un rôle social essentiel, surtout pour les personnes plus âgées.

L'annonce de sa privatisation est un coup supplémentaire porté au service public.

Les vagues successives d'ouverture du capital ont toujours fonctionné sur la promesse qu'avec la concurrence les prix allaient baisser et que le service rendu serait meilleur.

Partout en Europe, les privatisations postales ont conduit à une augmentation des tarifs et à des destructions d'emploi.

En France, 2000 bureaux de poste ont disparu depuis 2003.

Le 23 septembre dernier les postiers étaient en grève dans l'unité syndicale. Cependant, la défense du service public concerne toute la population et ses représentants.

Vos élus communistes se mobilisent avec les forces de gauche pour empêcher le démantèlement de la poste.

Les élus communistes:

L. DUPONT, G. KRAUSENER, D. BORI, J. MARECHAL.

## Le pessimisme de la réflexion, l'optimisme de la volonté



Un sondage indique que 81% des Français sont inquiets. Après le démantèlement des 35 heures, la remise en cause du code du travail, et la relance du nucléaire, les annonces sur le Grenelle de l'environnement font peur. Le gouvernement laisse Renault, dont il est actionnaire, délocaliser la fabrication de voitures qui reviendront en France au prix d'un extraordinaire gaspillage énergétique.

Où est la cohérence? De même, l'Afghanistan a besoin d'aide humanitaire, de reconstruction du pays. Or les autorités françaises choisissent le renforcement de la guerre et la présence armée. Où sont l'humanité et le sens des responsabilités?

Il ne faut pourtant jamais céder au découragement ni au désespoir. Les Verts lancent donc un appel à tous les citoyens. Venez soutenir l'écologie politique et la reconversion écologique de la société. Parce que les seuls combats perdus d'avance sont ceux qu'on ne mène pas.

**Et n'oubliez pas de signer le référendum sur la Poste, ni d'exprimer au Président du Conseil Général votre refus de l'A32.**

Brigitte Leblan

Pour Les Verts

Vice-Présidente du groupe Ensemble Pour l'Avenir de Metz

## Préparer l'avenir avec Metz Métropole Développement



**Le 25 septembre dernier, le Conseil Municipal de Metz a adopté les statuts de l'agence de développement économique de la Ville et de l'agglomération. Un outil fédérateur au service de l'emploi.**

L'agence, en fédérant les services compétents en matière de développement économique de la Ville de Metz et de la Communauté d'Agglomération, va permettre une rationalisation de notre action dans ce domaine.

Celle-ci sera orientée dans trois directions principales, la promotion de notre territoire, le développement de l'activité et de l'innovation dans

une perspective de développement durable, social et solidaire, l'accompagnement des collectivités dans la définition de leur stratégie économique.

La Ville de Metz s'investit ainsi dans un outil performant et réactif qui lui permettra d'affronter les menaces qui pèsent aujourd'hui sur notre économie.

Thierry JEAN

Adjoint au Maire de Metz

Chargé du développement économique  
(Mouvement Démocrate)

## BIEN GERER LA CITE...

Voilà maintenant environ 6 mois qu'une nouvelle équipe municipale conduit les destinées de la cité, des Messines et des Messins.

Il ne serait pas raisonnable de faire un bilan car c'est une période trop courte et les choix s'inscrivent forcément pour une grande part dans la continuité de l'équipe précédente et, pour le moment, dans le même exercice budgétaire.

Arriver aux commandes d'une grande ville comme Metz demande aussi un temps disons « d'adaptation » et réclame de passer d'une culture de la contestation à une culture de gestion.

Cependant, certains signes existent. Une inclination parfois à la continuité (Centre Pompidou, Metz en Fête, QuattroPôle, Sillon Mosellan...) ou l'affichage d'une volonté de rupture (espaces verts moins entretenus sous prétexte de « laisser pousser... », « laisser faire », car chacun doit pouvoir faire ce qu'il veut, entretien relâché, dirigisme en matière culturelle...).

Tout ceci ne serait que l'écume des choses et finalement pas bien grave si il n'y avait plus préoccupant.

A chaque Conseil Municipal, on semble vouloir élargir ce que l'on appelle « la politique de l'offre », notamment en matière de services. Ceci conduit à la doctrine du « toujours plus ». Ainsi, à chaque séance du Conseil s'alignent les dépenses nouvelles, des subventions vers de plus en plus d'associations, des recrutements de nombreux collaborateurs, style ingénieurs en vélo... En soi, cela pourrait être sympathique, mais en face, quelles ressources ?

Si on ne veut pas augmenter les impôts, surtout

dans un moment où le pouvoir d'achat est tout de même une préoccupation, il ne faut pas abandonner de vieux principes : « on ne dépense que dans la limite de ce que l'on gagne » et les « petits ruisseaux font de grandes rivières ». Toutes dépenses devraient être gagées par de nouvelles recettes, elles-mêmes issues de l'élargissement de la base de nos ressources. Cela passe d'abord par le développement économique. C'est en accueillant de nouvelles entreprises que l'on crée de la richesse. Or, de ce côté, on ne voit guère d'avancées, ou comme Sœur Anne, « rien venir »..., alors même que les compensations économiques après l'annonce des restructurations militaires devraient nous conduire à dynamiser encore davantage notre ville. Technopôle 2 n'est pas lancé et il n'y a aucun projet nouveau en perspective. Même les chantiers d'embellissement de la Ville sont en panne, comme la place de la République, par exemple, dont le début des travaux est remis à chaque étape, de 6 mois en 6 mois, ce qui coûte aussi.

Augmenter les dépenses, c'est facile. Plus difficile est de conquérir de nouvelles recettes sans augmenter l'impôt. Pourtant c'est cela qui s'appelle bien gérer la cité.

Patrick Thil

Pour le groupe « Destin pour Metz »

Christine Genet, Michèle Lety, Khalifé Khalifé,

Dominique Boh-Petit, Anne Stémart, Jérémy Aldrin



Patrick  
THIL



Christine  
GENET



Michèle  
LETY



Khalifé  
KHALIFÉ



Dominique  
BOH-PETIT



Anne  
STÉMART



Jérémy  
ALDRIN



Marie-Jo  
ZIMMERMANN



Nathalie  
COLIN-OESTERLE



Martine  
NICOLAS



Anne-Noëlle  
QUILLOT



Christian  
ANTOINE



Emmanuel  
LEBEAU



Denis  
JACQUAT

## Projet d'aire d'accueil pour nomades à Magny

La municipalité envisage de réaliser une aire d'accueil pour nomades rue de la Vachotte, c'est-à-dire à proximité immédiate des maisons de Magny. L'exemple de l'avenue de Blida et ceux de nombreuses autres communes prouvent qu'il en résultera inéluctablement d'importants troubles de voisinage pour les riverains.

Il faut certes respecter la loi, laquelle impose un minimum de places d'accueil dans chaque ville. Par contre, il n'y a absolument aucune raison de vouloir installer cette aire d'accueil à proximité immédiate des maisons. Les terrains libres sont suffisamment étendus pour qu'on trouve des solutions compatibles à la fois avec les obligations légales d'accueil des gens du voyage et avec la légitime tranquillité des habitants de Magny.

## Restructurations militaires

Les membres du groupe « Metz Demain » rappellent une nouvelle fois que la réorganisation des armées aurait dû répartir équitablement les sacrifices entre les territoires. Or, la région messine supporte 12 % du total national des suppressions d'effectif, un constat tout à fait disproportionné et donc profondément injuste. On sait maintenant que les arbitrages sont le fruit de « copinages politiques » regrettables puisqu'un ministre a lui-même reconnu avoir récupéré pour son département, des unités qui auraient dû être maintenues à Metz.

Tous les élus doivent donc continuer le combat et refuser la politique du fait accompli. Il est notamment regrettable que certains élus se réjouissent publiquement de la fermeture de la base aérienne de Frescaty et de la disparition du 1er régiment médical et du 2ème régiment du génie. Selon eux, la fonction militaire de Metz relèverait du passé et la libération des emprises militaires permettrait de réaliser des opérations immobilières ou de créer des zones d'activités.

Or, l'agglomération messine dispose de nombreux espaces disponibles. Ce qui manque, ce ne sont pas les terrains mais bien les entreprises et les emplois à y installer. Il faut donc une certaine dose de mauvaise foi pour prétendre que la suppression de 6 000 emplois à Metz peut stimuler l'économie locale et l'emploi.

Bien entendu, il faut aussi regarder vers l'avenir, et notre groupe soutiendra tous les projets qui pourraient redonner un certain dynamisme à notre agglomération. Soyez convaincus que l'avenir économique et social de Metz est au centre de nos préoccupations. Le groupe Metz Demain a bien l'intention de ne pas céder à la fatalité et de continuer à être une force de proposition.